

Mayence / Paris, 26 août 2016

Enquête sur le comportement de paiement des entreprises allemandes

Malgré la solidité de l'économie allemande, les retards de paiement restent courants

- 84 % des entreprises allemandes sont confrontées à des retards de paiement, les entreprises exportatrices s'avèrent les plus touchées ;
- Tous les secteurs confondus, le retard de paiement moyen correspond à 41,4 jours ;
- Pour plus des 3/4 des entreprises allemandes, le retard maximum est de 60 jours, ce qui est inférieur à celui des entreprises chinoises ;
- 84,4 % des entreprises pratiquent des ventes à crédit. 20% voient une réduction des créances impayées, alors que 16,9 % constatent une hausse ;
- Situation mitigée selon les secteurs d'activité. Le secteur Textiles/Cuir/Habillement est le plus touché (à 94,4 %).

La première enquête de Coface sur le comportement de paiement en Allemagne, menée auprès de plus de 850 entreprises, révèle que, malgré la situation économique solide du pays, près de 84 % sont touchés par des retards de paiements de la part de leurs clients. Cependant, la situation positive des entreprises allemandes se reflète dans une légère réduction des montants des créances impayées constatée l'année passée. Les retards de paiement demeurent d'une durée raisonnable. D'éventuels risques de liquidité liés à des créances impayées de longue durée sont donc relativement faibles.

Retards de paiement : les entreprises allemandes dans une meilleure situation que les entreprises chinoises

Les retards de paiement sont fréquents pour 83,7 % des entreprises. Plus de la moitié est due à des difficultés financières rencontrées par les clients. Ceci est supérieur à la proportion signalée en Chine, selon une récente étude de Coface : environ 80 % des entreprises chinoises sont confrontées à des retards de paiement. En Asie Pacifique, elles sont encore moins nombreuses, 70 %. En Allemagne, les retards de paiement concernent davantage les entreprises qui dépendent principalement des exportations (90 %), alors que les entreprises opérant sur le marché local sont concernées à 82,8 %. Par rapport à l'année passée, la taille des créances impayées a tendance à baisser. Environ 20 % des entreprises interrogées signalent une réduction des créances impayées, alors que 16,9 % ont constaté une hausse. Pour plus de 60 %, le niveau reste inchangé.

Les entreprises exportatrices démontrent des résultats plus mitigés mais la tendance est positive, avec plus de 24 % signalant une réduction du montant de créances impayées. Cependant, 23,3 % ont constaté une hausse considérable comparée à la moyenne (16,9 %).

En ce qui concerne la durée des retards, elle demeure raisonnable. Pour plus de trois quarts des entreprises, la durée maximale des retards de paiement est de 60 jours. Par conséquent, la situation des entreprises allemandes est nettement meilleure que celle des entreprises chinoises. Selon l'enquête de Coface sur les paiements en Chine, la part des retards allant jusqu'à 60 jours était de 60 %, alors que la part des retards de plus de 150 jours s'élevait à 10 %. Cette part de 10 % de créances de longue durée a presque doublé lors de l'année passée, dû au ralentissement de la croissance économique chinoise, et excède clairement les 2,5 % constatés en Allemagne. Les entreprises allemandes opérant sur le marché domestique signalent uniquement 1,9 % de créances longue durée, alors que les entreprises exportatrices indiquent une valeur bien plus élevée, 7 %.

Pour les entreprises allemandes dans leur ensemble, les risques de liquidité éventuels, découlant de créances impayées avec des retards de six mois ou plus, demeurent dans des limites gérables. L'expérience de Coface démontre qu'environ 80 % des créances ne seront pas recouvrées, si le retard excède les six mois. Lorsque le montant des impayés de longue durée dépasse 2 % du total du chiffre d'affaires annuel d'une entreprise, la liquidité de celle-ci peut poser problème.

Les retards de paiement largement répandus dans tous les secteurs

Pour les 13 secteurs analysés, la moyenne des entreprises touchées par le problème d'impayés s'élève à 83,7 %, avec des écarts d'environ 10 points de pourcentage. Clairement distancé par rapport aux autres secteurs, le secteur Textiles/Cuir/Habillement est le plus concerné par les retards de paiement (94,4 %), suivi par celui du Papier/Emballage/Impression (avec 87,5 %). Étonnement, le secteur Textiles/Cuir/Habillement accorde le plus facilement des délais de paiement, malgré les habitudes de paiement les plus médiocres parmi les secteurs analysés. Les secteurs les moins touchés sont le secteur Mécanique/Usinage de précision (avec « seulement » 75 % d'entreprises concernées), suivi par le secteur Automobile (78,8 %) et le Commerce de gros (81,8 %).

Conformément aux calculs de Coface, pour tous les secteurs confondus, la durée moyenne des retards correspond à 41,4 jours. Toutefois, certains subissent des retards beaucoup plus longs, tout particulièrement le secteur Mécanique/Industrie de précision (60 jours) et le Transport (55,2 jours). Les secteurs Produits chimiques/Huiles/Minéraux et Technologies de l'information/Télécommunications bénéficient des retards les plus courtes. Interrogés sur leurs attentes liées aux impayés, les « optimistes » et les « pessimistes » ont différents points de vue. Alors que les entreprises du Transport et du Commerce de gros s'attendent à une aggravation de la situation, les secteurs du Papier/Emballage/Impression et Mécanique/Usinage de précision anticipent de nettes améliorations.

Dix secteurs signalent une baisse des montants des créances impayées au cours de l'année passée. Une réduction particulièrement spectaculaire a été enregistrée sur le secteur Bois et Ameublement, où 38,5 % des entreprises signalent un volume inférieur de créances impayées, alors que seulement 11,5 % ont constaté une hausse. Par ailleurs, diverses améliorations peuvent être observées sur les secteurs Transport et Technologies de

l'information/Télécommunications. Les « mauvais élèves » en termes de montant des impayés sont les secteurs de l'Agriculture et de l'Alimentation (+5,1 %), des Métaux (+12,7 %) et, tout particulièrement, celui de la Mécanique/Usinage de précision, où 16,7 % seulement ont connu une baisse contre 41,7 % ayant signalé une hausse.

La vente à crédit est proposée par la majorité des entreprises, avec des lignes de crédit généralement courtes

L'enquête a révélé que l'octroi de délais de paiement aux clients était une pratique courante. 84,4 % des entreprises interrogées ont accordé des délais à leurs clients lors des douze derniers mois. Pour les entreprises à l'export, cette part atteint près de 92 %. Presque la moitié des entreprises pratiquant la vente à crédit cite les « normes du marché » comme la principale raison. Environ 15 % des entreprises accordent des délais à leurs clients après avoir sécurisé leurs risques grâce à l'assurance-crédit.

D'autres raisons pour lesquelles les entreprises acceptent de vendre à crédit s'expliquent par leur relation directe avec les clients. Pour 14,1 %, il s'agit d'un moyen pour pallier aux problèmes de trésorerie de la part de leurs clients. Encore 10 % le font car elles ont confiance en leurs clients ; dans cette catégorie, 14 % uniquement sécurisent leurs créances commerciales (contre la moyenne de plus de 43% pour toutes les entreprises interrogées).

La consommation privée stimule l'économie alors que les dynamiques de l'investissement restent modérées

En 2016 et 2017, l'économie allemande subira l'effet des risques mondiaux considérablement accrus. Fragilisées déjà par une croissance en berne dans les marchés émergents, les entreprises à l'export sont de plus en plus confrontées aux risques politiques d'origine européenne. Suite au résultat du vote pour le Brexit, ces risques politiques ont atteint un haut niveau et leur gestion pèsera lourd sur les marchés financiers et l'économie réelle.

Tout d'abord, il peut paraître surprenant que Coface attende une solide croissance économique en Allemagne : 1,5 % en 2016, et 1,7 % pour 2017, alors que les exportations devraient rester sous pression. La solidité de l'économie peut initialement être attribuée à la forte augmentation des dépenses de consommation. Si les exportations nettes ne seront plus le moteur clé de la croissance économique (à cause de faibles perspectives d'exportation et une forte demande en matière d'importation), c'est la consommation privée et publique qui portera la croissance économique allemande. Les ménages bénéficient de l'excellente situation sur le marché du travail, avec des salaires nettement plus hauts que dans le passé, le salaire minimum statutaire, de fortes augmentations des retraites en cours d'année et un taux d'inflation toujours bas.

Ainsi, la consommation privée et publique permet de stabiliser, absorber et compenser la faiblesse des secteurs orientés à l'export. Les investissements domestiques s'essouffent aussi, principalement en raison des risques liés à l'environnement externe. Pour 2016 et 2017, les entreprises allemandes n'augmenteront leurs investissements que raisonnablement, à cause des grandes incertitudes liées au développement futur de l'économie mondiale.



C O M M U N I Q U E D E P R E S S E

Le nombre de défaillances d'entreprises continue à baisser

La situation économique stable de l'Allemagne se reflète dans la solide santé financière de ses entreprises. Les défaillances en sont un important indicateur. La tendance à la baisse se poursuit cette année, après une baisse de 4 % en 2015 et pour la sixième année consécutive. Coface prévoit une nouvelle baisse de 2,5 % en 2016. Il semble peu probable que la récente décision sur le Brexit inverse cette tendance.

CONTACTS MEDIA :

Maria KRELLENSTEIN – T. +33 (0)1 49 02 16 29 maria.krellenstein@coface.com

Justine LANSAC – T. +33 (0)1 49 02 24 48 justine.lansac@coface.com

A propos de Coface

Le Groupe Coface, un leader mondial de l'assurance-crédit, propose aux entreprises du monde entier des solutions pour les protéger contre le risque de défaillance financière de leurs clients, sur leur marché domestique et à l'export. En 2015, le Groupe, fort de 4 500 collaborateurs, a enregistré un chiffre d'affaires consolidé de 1,490 Md€. Présent directement ou indirectement dans 100 pays, il sécurise les transactions de plus de 40 000 entreprises dans plus de 200 pays. Chaque trimestre, Coface publie son évaluation du risque pays dans 160 pays, en s'appuyant sur sa connaissance unique du comportement de paiement des entreprises et sur l'expertise de ses 660 arbitres et analystes crédit localisés au plus près des clients et de leurs débiteurs.

En France, le Groupe gère également les garanties publiques à l'exportation pour le compte de l'Etat.

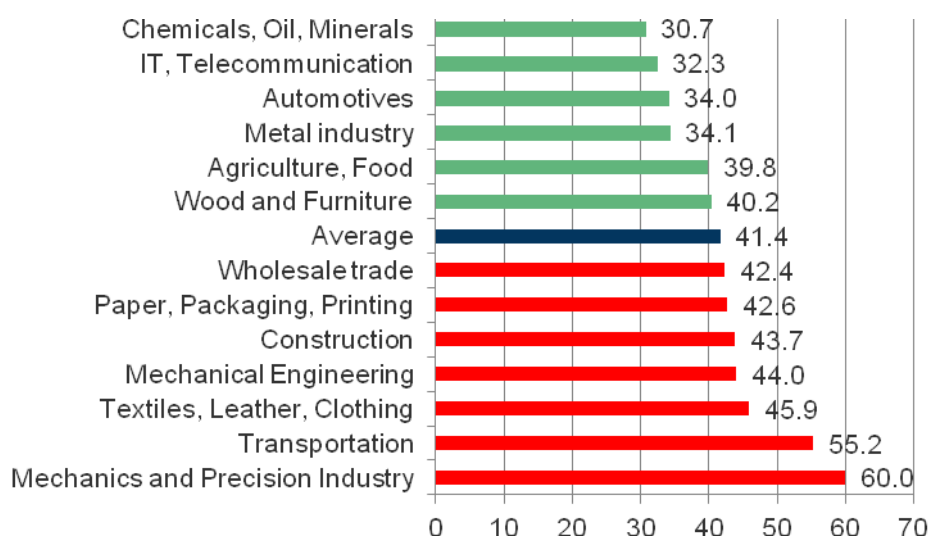
www.coface.com

Coface SA. est coté sur le Compartiment A d'Euronext Paris
Code ISIN : FR0010667147 / Mnémonique : COFA



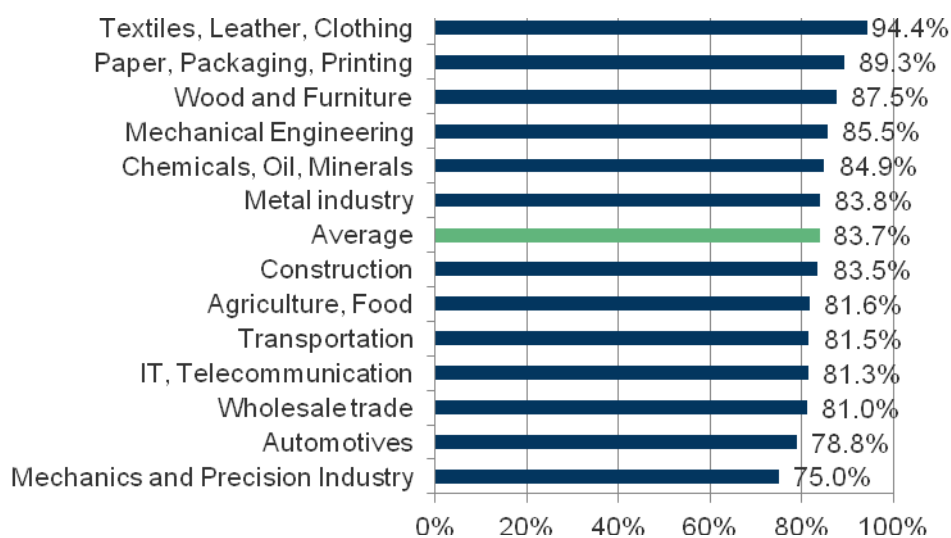
Annexe

Durées des retards de paiement (en jours)



Source : Coface

Répartition des entreprises touchées par des retards de paiement par secteurs d'activité (en pourcentage)



Source : Coface